

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 08 SEPTEMBRE 2015

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille quinze, le huit septembre, à dix-huit heures trente,

Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Monique SASSI, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Pascal DESCLAUX, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Lise ROSSET, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON,

Étaient absents : M. Michel PEDURAND, Gabriel LASSERRE, Daniel GUIHARD, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Hajiba KAZAOUI, Patrick LE GRELLE, Christian GIRARDI, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

M. Michel PEDURAND à Fabienne DE MACEDO

M. Gabriel LASSERRE à Mr le Maire

M. Daniel GUIHARD à André CASTAGNOS

M. Marcia MACARIO DE OLIVEIRA à Brigitte LEVEUR

M. Hajiba KAZAOUI à Christiane FAURE

M. Patrick LE GRELLE à Catherine LARRIEU

M. Christian GIRARDI à Lise ROSSET

M. Nicole MOSCHION à Patrick PIAZZON

Monsieur Youssef SADIR a été élu secrétaire de séance.

Monsieur Guihard est arrivé au point 11

Monsieur Pedurand est arrivé au point questions diverses.

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Procès-Verbal de la séance du mardi 30 juin 2015 sans émettre d'observation.

SERVICES

FUNERAIRE : Reprise concessions abandonnées cimetière Blanchard – rue George Sand

Le Cimetière Blanchard sis rue George Sand à Aiguillon compte de nombreuses concessions perpétuelles qui se trouvent à l'état d'abandon, ce qui crée un problème majeur : les monuments ainsi délaissés nuisent à l'aspect général de la nécropole et certains présentent des risques pour les usagers.

Un recensement global a permis de dénombrer plus de 28 concessions laissées à l'état d'abandon. Pour remédier à cette situation, et permettre à la Ville de réaménager ce cimetière une procédure de reprise de ces concessions est prévue au Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T. articles L2223-4, R2223-13 à R2223-21).

Cette procédure vise à rendre au cimetière toute sa dignité, sa décence, son respect, mais aussi à optimiser les places

plutôt que les étendre et bien sûr à conserver un bon état général et à maintenir la sécurité et les règles d'hygiène. Ainsi, la notion d'état d'abandon se caractérise par une concession qui offre une vue délabrée (envahie par des plantes parasites, tombes penchées, stèles déchaussées et menaçant de s'écrouler, encadrement en fer forgé présentant des pointes saillantes) .Il se définit aussi par l'absence d'inhumation, emblème funéraire, de nom, d'entretien par les familles depuis plus de 10 ANS

La procédure de reprise des concessions à l'état d'abandon est la suivante :

- Affichage de 3 avis en mairie et au cimetière (3 mai, 19 juin et 5 août 2012), des procès verbaux de constat d'abandon qui ont été établis et notifiés aux familles intéressées par courrier avec AR.
- Au terme de 3 ans révolus les familles ont été convoquées en mairie par courrier avec AR.
- Le 29 juin 2015, les second procès verbaux ont été établis et sont soumis au conseil municipal qui doit se prononcer sur le principe de reprise des dites concessions (voir liste jointe en annexe).

À l'issue de cette procédure les emplacements pourront faire l'objet de nouvelles attributions.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

27 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VALIDE la procédure de reprise de concessions réputées en état d'abandon dont le détail est joint en annexe,

PRECISE que la commune est autorisée à reprendre les dites concessions et à les remettre en service pour de nouvelles inhumations.

AUTORISE monsieur le maire à signer les documents relatif à cette affaire.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

Monsieur le Maire ajoute que suite à cette reprise de concessions la commune va devoir ajouter au budget 2016 les crédits nécessaire à l'aménagement d'un ossuaire.

Monsieur Cadays demande si on peut reprendre même les concessions perpétuelles, Monsieur le Maire lui explique que la loi est revenue sur la notion de perpétualité, les familles qui le souhaitent peuvent proroger la concession à titre gratuit.

Monsieur Castagnos indique qu'il faudra faire attention au coût lié à la démolition des ouvrages existants avant de remettre les concessions en vente, il ajoute que la municipalité pourrait prévoir de les vendre « en l'état » les travaux de démolition ou de restauration restant à la charge de l'acheteur.

FOURRIERE : Mise à jour des tarifs du service assuré par convention par l'entreprise Pipoletto

Par délibération en date du 11 mars 2014 le conseil municipal a créer un service de fourrière assuré par convention par l'entreprise PIPOLETTA de Buzet sur Baïse.

Pour rappel, la mise en fourrière est le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative ou judiciaire en vue d'y être retenu jusqu'à décision de celle-ci, aux frais du propriétaire de ce véhicule, afin de faire cesser une ou plusieurs infractions.

Elle peut notamment être ordonnée dans les cas suivants :

- à la suite d'une immobilisation du véhicule (lorsqu'il n'a pas été mis fin à l'infraction l'ayant justifié),
- stationnement irrégulier, abusif, gênant ou dangereux,
- infraction aux dispositions relatives au contrôle technique des véhicules ou à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels,
- stationnement sur les voies ouvertes à la circulation publique de véhicules en voie d'épavisation.

En contrepartie de ses obligations, l'entreprise privée responsable de la fourrière réclamera aux propriétaires des véhicules le paiement de tous les frais résultant des interventions. Si le propriétaire du véhicule ne s'est pas présenté pour récupérer son bien ou qu'il n'a pas pu être identifié, dans les délais légaux de conservation, l'entreprise conventionnée pourra alors facturer sa rémunération à la Commune.

Le conseil municipal est appelé à modifier les tarifs fixés par la délibération N°2014_026 comme suit. :

- enlèvement fourrière véhicule léger : 116,81 €
- journée de gardiennage en fourrière véhicule léger : 6,19 €

- frais expertise fourrière : 61,00 €
- frais de destruction fourrière : à définir en fonction du véhicule

Ces tarifs seraient applicables aux propriétaires de véhicules mis en fourrière (et à la commune en cas de défaillance) :

Monsieur le maire appelle le conseil municipal à délibérer.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal,

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

VU le Code de la route, art. R. 325-12,
VU le Code de la route, art. L. 325-1 et R. 325-14 (I). - Circ. 25-10-1996 (I-A-1),
VU le Code de la route, art L. 325-13 et R 325-19.,
VU le Code de la route, art. R. 325-21,
VU le Code de la route, art. R. 325-14 et R. 325-15,

FIXE les tarifs suivants applicables aux propriétaires de véhicules mis en fourrière :

- enlèvement fourrière véhicule léger : 116,81 €
- journée de gardiennage en fourrière véhicule léger : 6,19 €
- frais expertise fourrière : 61,00 €
- frais de destruction fourrière : à définir

DIT que les crédits nécessaires au règlement des frais de fourrière en cas de propriétaire défaillant seront prévus au BP de la commune.

Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15

* * *

ENFANCE - JEUNESSE

SERVICE CIVIQUE : Mise en place du dispositif – demande d'agrément

Le service civique constitue un levier utile pour répondre à notre volonté de développer la politique en faveur de la jeunesse. La mise en œuvre de ce dispositif offre, notamment aux jeunes de notre territoire communal, la possibilité de s'engager dans des projets leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un projet d'intérêt général.

L'engagement de service civique créé par la loi du 10 mars 2010 est destiné aux jeunes âgés de 16 à 25 ans sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivités locales, établissement public ou services de l'état) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Le service civique donne lieu à une indemnité versée directement par l'état au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

La collectivité doit servir aux volontaires une prestation nécessaire à leur subsistance, leur équipement, leur hébergement ou leur transport. La commune d'Aiguillon propose de servir cette prestation par le versement par virement bancaire d'un montant mensuel fixé à 7,43% de la rémunération mensuelle afférente à l'indice brut 244 de la fonction publique soit 106,31 €. Ce montant forfaitaire correspond au montant minimal de la prestation que doit la Commune.

Un tuteur devra être désigné afin de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Vu la loi n°2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,
Vu le décret n°2010-485 du 12 mai 2010 relatif au service civique,
Vu le budget de la commune,

**Après avoir entendu cet exposé,
Le conseil municipal,**

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

DECIDE de mettre en place le dispositif du service civique au sein de la commune

AUTORISE le Maire à demander l'agrément nécessaire auprès du service instructeur compétent au sein de la direction départementale interministérielle chargée de la cohésion sociale,

CHARGE Monsieur le Maire de signer tout acte, convention et contrat afférent au dispositif Service civique,

OUVRE les crédits nécessaires pour le versement d'une indemnité complémentaire de 106,31 € par mois.

Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15

ATELIERS PERISCOLAIRES : année scolaire 2015/2016 convention avec les associations

Le Conseil municipal est appelé à définir les modalités de recrutement et rémunération des intervenants pour animer les ateliers périscolaires pour l'année 2015-2016. En effet, suite aux modifications intervenues dans l'organisation de la semaine des élèves en application du décret n°2013-77 du 24 janvier 2013, et considérant les effectifs (A ce jour, 167 enfants en élémentaire, 79 dans les maternelles), la Commune organise pour l'année scolaire 2015/ 16 :

- 9 ateliers périscolaires / jour à l'école élémentaire M.Pagnol, 4 fois par semaine,
- 2 ateliers périscolaires / jour dans chaque école maternelle, 4 fois par semaine,
- 1 atelier supplémentaire en élémentaire et/ou en maternelle pourra être mis en place en fonction des effectifs.

Le budget prévisionnel de ces ateliers pour une année scolaire complète s'élève à 28000 €.

La Commune vérifie la qualification et la formation des intervenants et respecte pour ces ateliers les conditions aménagées à cet effet d'encadrement des accueils de loisirs périscolaires, à savoir :

- un animateur pour 14 mineurs au plus pour les enfants de moins de six ans ;
- un animateur pour 18 mineurs au plus pour les enfants de six ans et plus.

Ces activités sont réalisées par des intervenants relevant de statuts différents :

- personnel communal,
- personnel contractuel de droit public du Service Public d'Emploi Temporaire SPET (CDG47), par ordres de mission,
- personnel mis à disposition par des associations, à titre onéreux,

Pour ces derniers, le Conseil municipal est appelé à autoriser le maire à signer les conventions correspondantes selon le modèle validé en conseil municipal le 12 novembre 2013 dans la limite d'un plafond horaire de 30€ par atelier.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

AUTORISE le maire à signer les conventions correspondantes, selon le modèle de convention de prestation validé par délibération du conseil municipal le 12 novembre 2013 ;

DECIDE de fixer un plafond horaire de 30 € par atelier.

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au BP 2015.

Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15

RESTAURATION SCOLAIRE : Convention Diet Cantine

Le décret n° 2011-1227 du 30 septembre 2011 relatif à la qualité nutritionnelle des repas servis dans le cadre de la restauration scolaire a été pris en application de la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche. Il prévoit une entrée en vigueur progressive des dispositions de repas servis dans les services de restauration soumis à ces obligations. Ce texte précise les exigences que doivent respecter les gestionnaires des services de restauration concernant la qualité nutritionnelle des repas qu'ils proposent. Ces exigences portent sur la variété et la composition des repas proposés, la taille des portions, les services de l'eau, du pain, du sel et des sauces. Le décret précise également l'obligation pour les gestionnaires des restaurants scolaires de tenir à jour un registre. Au-delà de l'amélioration nutritionnelle des repas servis en restauration scolaire, des actions complémentaires sont menées pour répondre notamment aux attentes et besoins des élèves, en termes d'éducation au goût, d'éducation nutritionnelle, d'accueil à la restauration scolaire.

Cette convention a pour objet :

- Assurer l'équilibre nutritionnel des repas en conformité avec la réglementation et les recommandations du GEMRCN
- Vérifier et valider les menus
- Visiter le site tous les trimestres pour analyser les documents relatifs à l'établissement des menus
- Donner un avis et aider à l'élaboration des projets d'activités pédagogiques proposés par le service de restauration scolaire.

Le conseil municipal est appelé à valider la convention (jointe en annexe) pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

*27 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention*

VALIDE le modèle de convention DIET Cantine avec Madame Faugère Pascale Diététicienne tel que joint en annexe.

AUTORISE monsieur le maire à signer la-dite convention.

*Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15*

ASSAINISSEMENT – ADDUCTION D'EAU POTABLE

RPQS Secteur rural Aiguillon – EAU 47

Monsieur le maire présente à l'Assemblée le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement et du service d'adduction d'eau potable relatifs à l'exercice 2014, dans la partie rurale de la commune. Ce rapport, qui comporte des indicateurs techniques et financiers, est destiné en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence.

Le Syndicat EAU47, compétent pour cette partie du territoire, a rédigé ce rapport sur la base des rapports de ses délégataires SAUR (distribution d'eau potable) et LYONNAISE DES EAUX (assainissement). Afin d'assurer la transparence du service public, ce rapport est tenu à la disposition du public en mairie.

*Vu le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité du Service Public de l'Eau Potable et de l'Assainissement,
Vu le transfert de l'ensemble des biens, droits et obligations du Syndicat de base à la date du 31 décembre 2012 au syndicat mixte Eau47,
Vu la délibération du Comité Syndical EAU47 du 25 juin 2015, approuvant le contenu du rapport annuel 2014,
Considérant que le rapport doit être présenté au Conseil Municipal avant le 31 décembre et être ensuite tenu à la disposition du public,*

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

Le conseil municipal,

après en avoir délibéré,

27 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

PREND ACTE du rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'assainissement et de distribution d'eau potable (parties rurales) relatif à l'exercice 2014, rédigé par le syndicat EAU47, compétent.

MANDATE monsieur le maire pour assurer la mise à disposition au public de ce rapport, qui fera notamment l'objet d'un affichage en mairie dans les 15 jours qui suivent sa présentation.

Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15

* * *

Monsieur Guingan regrette que personne ne présente le rapport comme le fait la société Véolia, de plus le rapport est établi de façon territoriale, il n'y a aucune donnée sur Aiguillon. Il ajoute que le prix de l'eau est très élevé quasi 6 € par m3 et suggère le retour en régie directe des contrats d'affermage se terminant à la fin de l'année 2019. Pour préparer cela Monsieur Guingan suggère qu'on anticipe en faisant appel à des bureaux d'études et en demandant le témoignage de communes qui ont fait le choix de la reprise en gestion directe.

Monsieur le Maire le rejoint et trouve regrettable que tous les aiguillonnais ne payent pas le même prix leur eau, il reconnaît que le tarif de la partie rurale est un des plus élevé de Lot-et-Garonne contrairement au centre-ville, le syndicat EAU47 justifie ces tarifs par la longueur et la vétusté du réseau.

Même si il est favorable à un retour en régie directe, Monsieur le Maire explique que la Loi NOTRe transfère la compétence Adduction Eau Potable / Assainissement à l'intercommunalité à partir de janvier 2020.

Monsieur Castagnos souhaite que les délégués signalent au Syndicat qu'en cas de consommation excessive et contrairement à Véolia les usagers ne sont pas alertés ce qui peut entraîner une surfacturation très importante.

URBANISME

Élaboration d'un plan de mise en Accessibilité de la voirie et des aménagements des Espaces Publics (PAVE) – Adhésion au groupement de commande

La loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a créé l'obligation, pour toutes les collectivités, d'établir un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces publics (PAVE).

Plusieurs communes de la communauté de communes du Confluent souhaitent créer un groupement de commandes afin de procéder, au terme d'une procédure collective, à la passation **selon une procédure adaptée (article 28 du code des marchés publics)**, d'un marché de prestation intellectuelle pour l'élaboration de leur PAVE respectif. Cette convention vise ainsi une économie d'échelle et un accès mieux structuré à l'offre de marché.

Le Code des Marchés Publics précise que la création d'un groupement de commandes doit être formalisée par la signature d'une convention constitutive qui a pour objet de définir les modalités de fonctionnement du groupement ainsi que les missions et responsabilités de chacun.

Le projet de convention, joint en annexe, prévoit que les opérations relatives à la procédure de passation du marché seront assurées par la ville d'Aiguillon, coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution matérielle et financière du marché pour les besoins qui lui sont propres.

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après délibération,**

27 votes pour,
0 vote contre,
0 abstention,

Vu l'article 8 du Code des Marchés Publics,

Considérant l'intérêt d'adhérer au groupement de commande pour l'élaboration du PAVE de notre commune,

APPROUVE les termes de la convention constitutive du groupement, tel que joint en annexe,

ACCEPTE d'adhérer au groupement de commandes concernant l'élaboration du PAVE,

DÉSIGNE Monsieur le Maire au sein de la commission d'attribution (article 3-5 de la convention),

AUTORISE Monsieur le maire à signer ladite convention.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 12/09/15

* * *

PERSONNEL COMMUNAL

Autorisation de principe de recrutements d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité (article 3 alinéa 1 Loi du 26 janvier 1984

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son **article 3 alinéa 1°**,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier l'urgence de recrutement d'agents contractuels pour exercer les fonctions correspondant à des besoins liés à un surcroît temporaire de travail ou à un renfort d'équipe, pour une durée maximale de 12 mois, pendant une même.

Sous réserve de l'inscription de crédits au budget, Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil, en adéquation avec des grades donnant vocation à occuper ces emplois,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après délibération,**

27 votes pour,

0 vote contre,

0 abstention,

AUTORISE Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, à recruter, en tant que de besoin, des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans les conditions fixées à l'article 3 alinéa 1° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée pour une période de 12 mois maximum pendant une même période de 18 mois.

DIT que Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil, en adéquation a

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

* * *

Autorisation de principe de recrutements d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité (article 3 alinéa 2 Loi du 26 janvier 1984

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son **article 3 alinéa 2°**,

Considérant que les besoins du service peuvent justifier l'urgence de recrutement d'agents contractuels pour exercer les fonctions correspondant à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité, pour une durée maximale de 6 mois, pendant une même période de 12 mois.

Sous réserve de l'inscription de crédits au budget, Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil, en adéquation avec des grades donnant vocation à occuper ces emplois,

Monsieur le maire demande au conseil de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
après délibération,**

27 votes pour,

0 vote contre,

0 abstention,

AUTORISE Monsieur le Maire, pour la durée de son mandat, à recruter, en tant que de besoin, des agents contractuels

pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans les conditions fixées à l'article 3 alinéa 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 précitée pour une période de 6 mois maximum pendant une même période de 12 mois.

DIT que Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil, en adéquation avec des grades donnant vocation à occuper ces emplois,

PRECISE qu'il sera prévu à cette fin une enveloppe de crédits au budget.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

FINANCES COMPTABILITÉ

Engagement de partenariat comptable avec la Direction Générale des Finances Publiques – Trésorerie d'Aiguillon – Adoption de la convention

Dans un contexte de mutation rapide et d'évolutions institutionnelles et financières structurantes, la Direction Départementale des Finances Publiques de Lot-et-Garonne (DDFiP) s'engage avec la commune d'Aiguillon dans un partenariat innovant.

En effet, un état des lieux réalisé entre les partenaires et une réflexion sur l'amélioration de la qualité d'exécution des missions communes ont permis d'identifier les besoins et les attentes mutuelles et de définir conjointement les actions à engager et les domaines à prioriser.

Cette démarche volontariste vise sur la période 2015/2017 à accroître l'efficacité des circuits comptables et financiers et le service rendu aux usagers.

Le Maire d'Aiguillon et le Directeur départemental des finances publiques de Lot-et-Garonne ont décidé de contractualiser leurs engagements réciproques et de se fixer une série d'objectifs organisés autour de quatre axes majeurs de progrès en matière de gestion publique locale :

- faciliter la vie de l'ordonnateur, en développant, enrichissant et dématérialisant les échanges ;
- améliorer le service aux usagers : maîtriser les délais de paiement et améliorer les conditions de recouvrement en modernisant et optimisant les chaînes de recettes et de dépenses ;
- offrir une meilleure lisibilité aux décideurs en améliorant la qualité comptable ;
- développer l'expertise fiscale et financière au service des responsables.

Les quatre axes recensés ont été déclinés en 10 fiches action, annexée à la convention ci-jointe.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 2121-29,

Vu le projet de convention de partenariat comptable et financier entre la ville d'Aiguillon et la Direction Générale des Finances Publiques joint à la présente délibération,

Considérant qu'il y a lieu de renforcer les liens entre la ville et la DGFIP pour améliorer les services rendus à l'usager et la performance des deux administrations

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

27 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

VALIDE le modèle de convention d'engagement partenarial entre la mairie et la Direction Générale des Finances Publiques tel que joint en annexe.

AUTORISE monsieur le maire à signer la-dite convention.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

Madame Aymard évoque les difficultés financières rencontrées par certaines familles et pense que quelque soit le

moyen de paiement le problème restera le même. Elle demande la mise en place d'un ticket de cantine prenant en compte le quotient familial. Monsieur le Maire lui répond qu'il est contre le principe car les enfants ont les mêmes besoins, mangent la même chose et en même quantité il pense qu'il serait injuste que certains tickets soient à plus de 7,50 €.

Il rappelle également que la municipalité a fait le choix de ne jamais laisser un enfant sans repas même si les familles ne peuvent pas régler la cantine. D'autre part la commune prend déjà en charge plus de 60 % du coût de revient des repas.

Accord de principe pour étendre le prélèvement automatique à l'ensemble des recettes communales

Le 4 mars 2011, le conseil municipal a décidé de permettre aux usagers du service Enfance-Jeunesse de régler leur facture par prélèvement automatique.

Ce moyen de paiement est une faculté ouverte aux usagers et ne lui est pas imposée.

Il vous est proposé d'étendre ce moyen de paiement à l'ensemble des recettes communales issues de la tarification de services rendus aux usagers qui ont un caractère récurrent (crèche municipale notamment), ainsi qu' à la perception des loyers communaux et ce à compter d'octobre 2015.

Un contrat de prélèvement automatique , sur la base du modèle adopté en 2011, sera signé entre l'utilisateur et la commune.

Monsieur le Maire demande au Conseil de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
Après délibération,**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention*

DÉCIDE de permettre aux usagers des services communaux tarifés de régler leurs factures par prélèvement automatique ,

DÉCIDE de permettre aux locataires des logements communaux de régler les loyers par prélèvement automatique,

PRÉCISE que le prélèvement automatique est une faculté ouverte à l'utilisateur et ne peut lui être imposée ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de prélèvement automatique et tout document relatif à ce dossier.

*Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 10/05/15*

Autorisation de paiement par internet des prestations de services municipaux – Convention avec la DGFIP (TIPI)

Afin de faciliter les démarches aux usagers des services municipaux, il a été mis en place en 2011, de nouveaux moyens modernes de paiements, à savoir :

- le prélèvement automatique, lequel vient d'être étendu à l'ensemble des recettes perçues par la commune au titre de la tarification d'un service,
- le paiement des titres par carte bancaire sur internet pour les services de restauration scolaire, de garderie et des loyers des logements communaux.

Il vous est proposé d'étendre ce dernier moyen de paiement à l'ensemble des recettes perçues par la commune au titre de la tarification d'un service récurrent et notamment aux recettes perçues par la crèche municipale et ce à compter d'octobre 2015.

Le service de paiement en ligne de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) dénommé « TIPI » permet aux usagers des collectivités adhérentes de payer par l'intermédiaire du gestionnaire de télépaiement de la DGFIP les créances ayant fait l'objet d'un titre exécutoire et pris en charge par le comptable public.

Il est désormais possible d'utiliser le site internet de la commune d'Aiguillon.

La convention signée entre la Direction Départementale des Finances Publiques et la commune d'Aiguillon en 2011

pour la mise en œuvre du service « TIPI » n'a pas besoin d'être modifiée. Toutefois, la commune doit adhérer à l'application des titres payables sur internet et demander l'ajout pour chaque produit supplémentaire pour l'application TIPI.

La DGFIP n'appelle aucune charge auprès de la Commune pour ces démarches.

La DGFIP prend en charge tous les frais de fonctionnement liés au gestionnaire de paiement. La collectivité adhérente a à sa charge les coûts relatifs à la création le coût du commissionnement carte bancaire en vigueur.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

VALIDE le paiement des titres par carte bancaire sur internet, d'étendre ce dernier moyen de paiement à l'ensemble des recettes perçues par la commune au titre de la tarification d'un service récurrent et notamment aux recettes perçues par la crèche municipale et ce à compter d'octobre 2015.;

DÉCIDE d'utiliser à cet effet, le site internet de la commune d'Aiguillon,

PRÉCISE que le paiement des titres par carte bancaire sur internet est une faculté ouverte à l'utilisateur et ne peut lui être imposée.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

ORGANISMES DE REGROUPEMENT

Loi NOTRe : Motion pour le maintien de la Communauté de Communes du Confluent soit dans sa configuration actuelle soit dans sa configuration élargie

La loi sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) a fait l'objet de négociations intenses entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. La commission paritaire des deux assemblées est enfin parvenue à un accord sur un texte définitif.

Les communes conservent la clause de compétence générale qui leur permet d'intervenir et de développer des activités dans tous les domaines.

Pour ce qui concerne la Communauté de communes du Confluent, peuplée de 13 000 habitants actuellement, sa densité de population (58hab/km²) est supérieure à la moitié de la densité moyenne de la France (51hab/km²), seuil retenu par la loi, l'obligeant ainsi à compter 15 000 habitants. En conséquence cette dernière doit évoluer.

Les échéances fixées sont proches :

- octobre 2015 présentation d'un projet de future carte de l'intercommunalité en Lot-et-Garonne
- mars 2016 carte définitive
- janvier 2017 mise en application.

Les communes membres de la CDC du Confluent ont manifesté leur unanimité pour maintenir une communauté de communes à caractéristique rurale au centre du département. Pour cela Monsieur le Maire propose au conseil municipal l'adoption d'une motion pour le maintien de la Communauté de Communes du Confluent :

VU l'article 11 de la Loi NOTRe fixant les critères démographiques ainsi que les dérogations qui devront être pris en compte par la CDCI à l'occasion de l'élaboration du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Confluent, en raison de sa densité de population (supérieure à la moitié de la densité nationale) ne remplit pas les conditions de la 1^{ère} dérogation densité pour être maintenue en l'état.

CONSIDERANT toutefois que la Communauté de Communes du Confluent regroupant 13 344 habitants (population INSEE prise en compte pour le calcul de la DGF 2015) est très proche du seuil des 15 000 habitants instauré par la Loi et qu'elle peut de ce fait continuer à fonctionner de manière efficace

CONSIDERANT qu'il existe un besoin de maintenir une communauté de communes rurales au cœur du département,

CONSIDERANT que la Communauté soutient des enjeux économiques forts, notamment la réalisation et le développement de la ZAE de la Confluence.

CONSIDERANT que tous les Maires des communes qui la composent, au cours de leur réunion de travail du 24 Juillet 2015, ont émis un avis favorable au maintien de la Communauté de Communes du Confluent

**Après avoir entendu cet exposé,
Le conseil municipal,**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

AFFIRME sa volonté :

Pour le maintien de la Communauté de Communes du Confluent soit dans sa configuration actuelle soit dans sa configuration élargie

De demeurer membre de la Communauté de Communes du Confluent soit dans sa configuration actuelle soit dans sa configuration élargie

- **CHARGE** Monsieur le Maire de transmettre la présente motion à :
 - o *Monsieur le représentant de l'Etat dans le Département*
 - o *Monsieur le Président du Conseil Départemental*
 - o *Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Confluent*

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

* * * *

Monsieur Guingan demande à ce que le projet de motion soit modifié et qu'on ajoute les termes « le conseil municipal de la ville d'Aiguillon **AFFIRME** sa volonté pour **Pour le maintien de la Communauté de Communes du Confluent soit dans sa configuration actuelle soit dans sa configuration élargie** - De demeurer membre de la Communauté de Communes du Confluent **soit dans sa configuration actuelle soit dans sa configuration élargie** » Cette proposition est validée par l'assemblée.

Il pense que la Loi est adoptée pour, à terme, faire disparaître les communes et les départements au profit des « supers régions » et des Communautés de Communes. Pour lui la loi NOTRe est un big-bang institutionnel qui n'a fait l'objet d'aucune consultation des citoyens ; cela traverse les problèmes budgétaires on voudrait mutualiser mais c'est compliqué, il existe toujours de nombreux rapports de force.

Monsieur Couret se dit inquiet de ces nombreux changements en période de crise, pour lui les gens perdent leurs repères.

Monsieur le Maire se dit d'accord sur le principe il pense que la loi NOTRe est bien un OVNI législatif mais rappelle que malgré tout la loi a apporté une redéfinition des compétences et la clause « compétence générale » est uniquement conservée par les communes ce qui réaffirme leur place dans le maillage territorial. Les Régions et Intercommunalités se sont vues attribuer des compétences définies et limitées.

Monsieur le Maire indique que le Bureau de la Communauté de Communes du Confluent a dans l'idée un rapprochement avec la Communauté de Communes du Canton de Prayssas et informe l'assemblée qu'une réunion entre élus des deux parties va intervenir rapidement afin de voir si il existe une réelle volonté de travailler ensemble.

RPQS SMICTOM exercice 2014

En vertu de la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement et le décret n°2000-404 du 11 mai 2000, le président de l'EPCI compétent est tenu de présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers.

Ce rapport, qui comporte des indicateurs techniques et financiers, est destiné en priorité à l'information des usagers dans un souci de transparence.

Pour le territoire de la communauté de communes du confluent, est le Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lot—Garonne- Baïse (SMICTOM LGB) qui assure la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés.

Le RPQS qu'il a élaboré pour l'exercice 2014 a été approuvé à l'unanimité en comité syndical le 30 juin 2015. La Communauté de communes du confluent, compétente, doit le valider et il est présenté pour information au conseil municipal. Il est tenu à la disposition du public à la CDC du confluent, en mairie et sur le site internet.

Après avoir entendu en séance le rapport de M. le Maire,

Le conseil municipal,

PREND CONNAISSANCE du rapport annuel sur le prix et la qualité du service service public d'élimination des déchets ménagers relatif à l'exercice 2014, rédigé et présenté par le Syndicat mixte intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères du Lot-Garonne- Baïse (SMICTOM LGB) pour le compte de la communauté de communes du confluent, compétente.

Publié le 10/09/15

Visa Préfecture le 10/05/15

AFFAIRES DIVERSES

MOTION de soutien à l'Amicale des Maires de France pour alerter solennellement les pouvoirs publics sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'État

Les collectivités locales, et en premier lieu les communes et leurs intercommunalités, sont massivement confrontées à des difficultés financières d'une gravité exceptionnelle. Dans le cadre du plan d'économies de 50 milliards d'euros décliné sur les années 2015-2017, les concours financiers de l'Etat sont en effet appelés à diminuer :

- de 11 milliards d'euros progressivement jusqu'en 2017,
- soit une baisse cumulée de 28 milliards d'euros sur la période 2014-2017.

Dans ce contexte, le Bureau de l'AMF a souhaité, à l'unanimité, poursuivre une action forte et collective pour expliquer de manière objective la situation et alerter solennellement les pouvoirs publics et la population sur l'impact des mesures annoncées pour nos territoires, leurs habitants et les entreprises. L'AMF, association pluraliste forte de ses 36.000 adhérents communaux et intercommunaux, a toujours tenu un discours responsable sur la nécessaire maîtrise des dépenses publiques ; aussi, elle n'en est que plus à l'aise pour dénoncer cette amputation de 30% des dotations qui provoque déjà une baisse de l'investissement du bloc communal de 12,4% en 2014. Quels que soient les efforts entrepris pour rationaliser, mutualiser et moderniser l'action publique locale, l'AMF prévient que les collectivités ne peuvent pas absorber une contraction aussi brutale de leurs ressources.

En effet, la seule alternative est de procéder à des arbitrages douloureux affectant les services publics locaux et l'investissement du fait des contraintes qui limitent leurs leviers d'action (rigidité d'une partie des dépenses, transfert continu de charges de l'Etat, inflation des normes, niveau difficilement supportable pour nos concitoyens de la pression fiscale globale).

L'AMF rappelle que les collectivités de proximité que sont les communes, avec les intercommunalités sont, par la diversité de leurs interventions, au cœur de l'action publique pour tous les grands enjeux de notre société :

- elles facilitent la vie quotidienne de leurs habitants et assurent le « bien vivre ensemble » ;
- elles accompagnent les entreprises présentes sur leur territoire ;
- enfin, elles jouent un rôle majeur dans l'investissement public, soutenant ainsi la croissance économique et l'emploi.

La diminution drastique des ressources locales pénalise nos concitoyens, déjà fortement touchés par la crise économique et sociale et va fragiliser la reprise pourtant indispensable au redressement des comptes publics.

En outre, la commune d'Aiguillon estime que les attaques récurrentes de certains médias contre les collectivités sont très souvent superficielles et injustes.

C'est pour toutes ces raisons que la commune d'Aiguillon fait le choix de soutenir la demande de l'AMF que, pour sauvegarder l'investissement et les services publics locaux, soit révisé le programme triennal de baisse des dotations, tant dans son volume que dans son calendrier.

En complément, il est demandé :

- l'amélioration des modalités de remboursement de la TVA acquittée (raccourcissement des délais, élargissement de l'assiette, simplification des procédures)
-
- la récupération des frais de gestion perçus par l'Etat sur le produit de la collecte de nos impôts locaux (frais de gestion et de recouvrement),
- l'arrêt immédiat des transferts de charges et de nouvelles normes qui alourdissent le coût des politiques publiques et contraignent les budgets locaux
- la mise en place d'un véritable Fonds territorial d'équipement pour soutenir rapidement l'investissement du bloc communal.

Après avoir entendu cet exposé,
Le conseil municipal,

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

ADOpte la motion de soutien à l'action de l'Association des Maires de France *pour alerter solennellement les pouvoirs publics* sur les conséquences de la baisse massive des dotations de l'État aux collectivités locales

Publié le 10/09/15
Visa Préfecture le 11/05/15

INFORMATIONS AU CONSEIL MUNICIPAL

Marché N°2015-02 – Procédure Adaptée – Attribution du marché « Fourniture et pose d'une structure de jeux à l'école élémentaire Marcel Pagnol »

AR PREFECTURE

047-214700049-20150731-2015_088-DE
Reçu le 31/07/2015



DÉCISION DU MAIRE

N°2015-088

Objet : Marché N° 2015-02
Procédure Adaptée – Attribution du marché « Fourniture et pose
d'une structure de jeu à l'école élémentaire Marcel Pagnol

Le Maire de la commune d'Aiguillon,

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le code des marchés publics, notamment en application des articles 1 et 28,
VU la délibération N°2014_043 en date du 11 avril 2015 portant délégation au Maire relative à la préparation,
la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée,
VU la publication du marché le 16 juillet 2015 sur le profil acheteur de la ville d'Aiguillon – du site marchés
publics aquitaine,
CONSIDERANT que la concurrence a joué régulièrement,
CONSIDERANT qu'il convient de procéder au choix du titulaire du marché « Fourniture et pose d'une
structure de jeu à l'école élémentaire Marcel Pagnol ».

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Le Marché est attribué à l'entreprise suivante :
Manutan Collectivités
143 Boulevard Ampère
CS 90 000
79074 NIORT Cedex 9

ARTICLE 2 : Le montant du marché s'élève à 26 720 € HT, soit **32 064 € TTC**.

ARTICLE 3 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2015.

ARTICLE 4 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à
la porte de la mairie.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Fait à Aiguillon, le 31 juillet 2015

Le Maire

Jean-François SAUVAUD

*Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, auprès du tribunal administratif de
Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le contrôle de légalité et de l'accomplissement des
mesures de publicité.*

Décision N°2015-088 (1.1)

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur Cadays indique qu'il a bien reçu le compte rendu d'activité de la CDC du Confluent et demande qui a la compétence entretien des berges du Lot et si il y a un transfert de compétence entre la CDC et le SMAVLOT.

Madame Aymard demande qu'elle est la position de la commune concernant l'hébergement de réfugiés. Monsieur le Maire lui répond que Madame Régine POVEDA, Députée de Lot-et-Garonne l'a contacté afin de lui demander si la commune souhaitait se porter volontaire, il indique qu'il souhaitait consulter le conseil municipal avant de se prononcer qu'il a demandé aux services et qu'un appartement est disponible. Monsieur le Maire propose donc à l'assemblée d'inscrire la commune d'Aiguillon sur la liste des communes prêtes à accueillir une famille de migrants ajoutant que c'est le ministre de l'intérieur qui les répartira sur les communes candidates.

Madame Diouf informe l'assemblée de l'inauguration de l'exposition du club photo au musée Raoul Dastrac samedi à 18H30.

Monsieur le Maire indique que Monsieur Charles de Kochko qui réalise son premier film a eu l'autorisation de filmer dans son bureau pendant les vacances scolaires. Il propose d'établir une convention de partenariat de participation à la production avec en retour une apparition au générique. Ce point sera soumis lors de la prochaine réunion du conseil municipal.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures et 25 minutes.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Lise ROSSET

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION